

Washington et Managua “dissiperaient les pires craintes”. Cependant, diverses tierces parties devraient intervenir pour favoriser un tel dénouement et rassurer les deux adversaires; elle devraient combler le vide laissé par suite de la réduction des rôles américain et soviétique dans la région. Un délégué des États-Unis a déclaré que “le statut du Canada dans l’hémisphère avait toujours été ambigu dans une certaine mesure. Nous aurons peut-être besoin de vous en tant qu’orchestrateurs . . . et il est possible que l’on fasse appel à vos services dans l’avenir.”

Selon un Canadien qui s’était rendu dans la région peu de temps auparavant, le rétablissement de relations commerciales normales aurait un effet salutaire sur l’économie nicaraguayenne et il redonnerait confiance à Managua. “D’aucuns ont donné à entendre que le gouvernement et les citoyens du Nicaragua risquent de verser dans la paranoïa, désespérés qu’ils sont face à l’érosion de l’économie causée par la guerre et le blocus.” Si des pays comme le Canada encourageaient les échanges commerciaux avec le Nicaragua, ils contribueraient énormément à accroître la confiance.

Une question clé, a soutenu un participant latino-américain, consiste à savoir comment le Nicaragua pourrait favoriser la “création de conditions qui amèneraient les États-Unis à accepter l’idée d’un accord”. Quels sont les intérêts légitimes des États-Unis? Quelqu’un a fait observer qu’au fil de la discussion, on s’était penché non seulement sur les préoccupations en matière de sécurité, mais aussi sur “les perceptions des menaces pesant sur la sécurité”. À cet égard, une analyse des relations américano-nicaraguayennes révèle que, mis à part un suicide collectif, les Sandinistes ne peuvent pas faire grand-chose pour “satisfaire entièrement aux exigences des États-Unis en matière de sécurité”.

Tout d’abord, les États-Unis ont accusé le Nicaragua de faire parvenir des armes aux rebelles salvadoriens. Après qu’on eut prouvé que tel n’était pas le cas et que le Nicaragua eut proposé en 1983 un projet de traité qui interdisait à quiconque d’accorder une aide militaire aux diverses factions présentes au Salvador, Washington s’est mis à se soucier de la démocratie. Le gouvernement sandiniste a tenu des élections, mais “cela n’a pas modifier les perceptions du gouvernement américain.” Puis, tandis que le Nicaragua se concentrait sur les négociations bilatérales, les États-Unis ont commencé à réclamer des “solutions globales”, en 1984-1985. Quand le Nicaragua a accepté d’adopter une optique globale, les États-Unis ont trouvé à redire sur divers aspects du processus de Contadora. Voilà maintenant que M. Arias a déposé son plan. “Peut-être le Nicaragua devrait-il s’abstenir de l’accepter, car alors, les États-Unis s’empresseraient de lui trouver de graves lacunes.” Le Nicaragua a déjà déclaré qu’il n’autoriserait